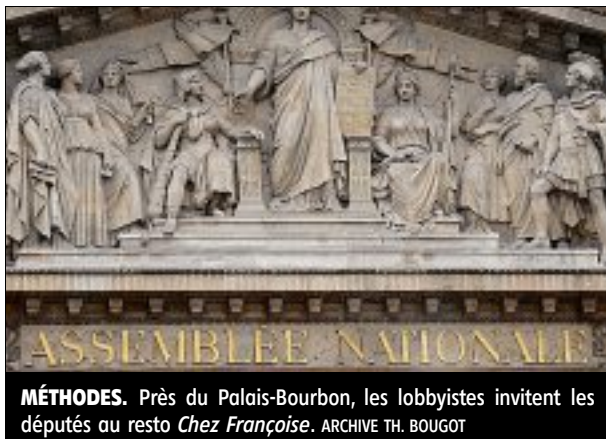


# « Les lobbyistes sont partout »

Alors que sa loi va être étu-  
diée à l'Assemblée, le parle-  
mentaire dénonce un sys-  
tème où l'industrie agroali-  
mentaire invite à tour de  
bras et finance des études  
scientifiques biaisées.



**MÉTHODES.** Près du Palais-Bourbon, les lobbyistes invitent les députés au resto *Chez Françoise*. ARCHIVE TH. BOUGOT

Florent Buisson  
florent.buisson@centrefrance.com

Bien en vue sur la ban-  
quette grise, sous le mi-  
roir, ou un peu cachés,  
derrière les bambous ? Peu  
importe, puisque les lobbyis-  
tes (\*) ont leur rond de ser-  
viette partout, au restaurant  
*Chez Françoise*, à deux pas de  
l'Assemblée nationale, comme  
dans les ministères.

« *Chez Françoise*, c'est vrai-  
ment leur cantine, décrypte  
Richard Ramos, député Mo-  
Dem du Loiret. Les députés  
peuvent aller déjeuner entre  
midi et deux avec eux et re-  
partir siéger... »

« Une connivence  
s'installe,  
c'est le début »

L'Élu centriste se fait un plai-  
sir depuis son élection de dé-  
noncer les méthodes des lob-  
byistes, entre cadeaux,  
invitations et argumentaires

fournis clé en main, lui qui se  
bat actuellement contre cer-  
tains industriels pour faire  
passer sa loi sur l'interdiction  
des sels nitrés dans la char-  
cuterie (\*\*), à l'étude dans  
l'hémicycle le 3 février pro-  
chain. Il décode pour nous  
leur travail. « Dès le lende-  
main de l'élection, on reçoit  
des invitations pour aller  
manger dans des restaurants  
et aller écouter des conféren-  
ces. Vous y allez, car vous ap-  
prenez des choses. Et au bout  
de dix fois, vous vous rendez  
compte que les cabinets de  
lobbyistes, les entreprises qui  
les paient et les hauts fonc-  
tionnaires, présents à ces réu-  
nions, sont issus des mêmes  
écoles. Une connivence s'ins-  
talle, c'est le début. »

La suite serait très structu-  
rée. Étape numéro 1 : fabri-  
quer des arguments falla-  
cieux. « En sponsorisant des  
études de chercheurs, issus  
parfois du public, comme  
l'Inrae, qui a reçu 1,8 million  
d'euros de la Fédération des  
industriels charcutiers et tra-  
iteurs (FICT) pour un rapport  
sur le sel nitré (*lire la répon-  
se de la FICT ci-dessous*),  
éclaire-t-il. Ensuite, on crée de  
députés la vidéo que j'avais  
faite avec François Ruffin (La  
France insoumise), en disant  
"c'est un extrémiste de gau-  
che". »

Mais Richard Ramos estime

que ces lobbys peuvent par-  
fois être utiles. « Il arrive que  
je sois invité par des lobbyis-  
tes qui donnent des tuyaux  
contre la grande distribution,  
et inversement. On a besoin  
de matière en tant que dépu-  
té ».

## L'intérêt commun ?

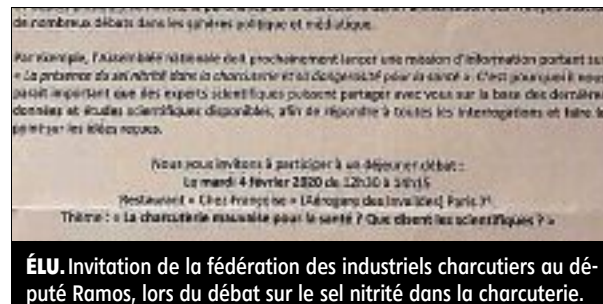
Encore faut-il savoir, comme  
dans toutes les sphères d'in-  
fluence, qui parle et pourquoi.  
Le parlementaire souhaite  
que ses homologues et lui dé-  
clarent leurs rencontres avec  
les lobbyistes. « Sans rentrer  
dans la transparence totale.  
Quand je vois des syndicalis-  
tes de l'agroalimentaire qui  
me donnent des infos sur la  
composition d'un produit,  
non conforme à la législation  
et dont l'étiquette est fraudu-  
leuse. Eux, je ne peux pas les  
déclarer... »

Jean-Pierre Sueur, actuel sé-  
nateur PS, élu député pour la  
première fois en 1981, est

aussi nuancé. « Tout contact  
n'est pas source de soupçon.  
La loi a changé en 2016 et les  
groupes d'intérêt se déclarent  
au Parlement et à la Haute  
autorité pour la transparence  
de la vie publique. Les parle-  
mentaires font beaucoup plus  
attention. Avant, on recevait  
des invitations de l'industrie  
pharmaceutique pour des  
week-ends au soleil. En ma-  
tière de demande, de pres-  
sion, la seule question qui  
vaille, c'est : "Est-ce pour l'in-  
térêt commun ou pour un in-  
térêt financier privé, une en-  
treprise ?" » ■

(\*) Un groupe d'intérêt, de pression,  
appartenant au même secteur d'acti-  
vité, qui défend ses intérêts auprès  
des politiciens.

(\*\*) « Au contact du fer de la viande  
rouge, nitrates et nitrites entraînent la  
formation d'un composé qui donne  
sa couleur rose aux charcuteries niri-  
tées. S'ensuivent des mutations de  
l'ADN potentiellement cancérogè-  
nes » expliquait à *Marianne* le géné-  
cien Axel Kahn, en 2021.



Bernard Vallat, président de la Fict,  
répond aux déclarations de Richard  
Ramos (ci-dessus).

« Monsieur Ramos n'est pas  
représentatif des élus classiques. Sa  
stratégie est de se victimiser, de dire  
que son action vertueuse est perturbée  
par les lobbyistes, pour faire parler de  
lui et se faire réélire. Pour l'invitation  
évoquée, il est venu au déjeuner, il a  
mangé de bon appétit... Notre  
fédération représente 300 entreprises,  
32.000 salariés et on s'occupe, aussi, de  
l'information aux consommateurs. On  
est obligé d'avoir des partenariats  
externes. Pour apporter des  
informations aux décideurs, nous  
passons par des lobbyistes, ça rentre  
dans le budget communication et  
affaires publiques, qui s'élève en  
moyenne à quelques centaines de  
milliers d'euros par an. »

**Faut-il passer par des invitations à  
déjeuner pour se faire entendre ?**  
« Quand on veut dialoguer, c'est plus  
facile autour de la table. C'est une  
pratique extrêmement courante. Quand  
on invite, on paie ! Mais depuis 2017,  
nous n'avons organisé qu'un seul  
déjeuner avec des parlementaires  
(d'autres ont eu lieu, à l'initiative  
d'autres organisations comme le Club  
de la table française, fondé par une  
agence d'affaires publiques, ndlr).

**Et sur le financement d'études, de  
l'Inrae par exemple ?**

« Les financements publics ne sont pas  
suffisants pour la recherche, les  
partenariats public-privé sont vitaux.  
Nous avons fourni du matériel, des  
matières premières à l'Inrae, à hauteur  
de cette somme, mais ça n'est pas la  
fédération qui gère la relation avec  
l'Inrae, c'est l'institut français du porc.  
Pour éviter les accusations de conflits  
d'intérêts. Un travail scientifique est  
mené sur les nitrites et l'on s'y pliera.  
Mais les ONG comme la Ligue contre le  
cancer, mises en avant par Monsieur  
Ramos, ont aussi besoin de faire parler  
d'elles. Par ailleurs, Axel Kahn, avec qui  
nous dialoguons beaucoup, s'est  
trompé sur ce sujet, et on a des  
moyens de le prouver. »